

300 euros pour tous ! Des postes !

Dirigeants syndicaux, sortez de l'imposture du Ségur !

Le gouvernement a annoncé une enveloppe budgétaire annuelle de 6 milliards d'euros pour revaloriser les rémunérations dans « les hôpitaux, les établissements médico-sociaux et les établissements privés » (Véran, 24 juin).

D'abord, même avec quelques médailles en prime, c'est peu au regard des 500 milliards mis sur la table par l'État pour les capitalistes. Le gouvernement Macron-Philippe-Véran n'a jamais eu besoin de plusieurs semaines de négociation pour leur octroyer. Les groupes capitalistes empochent et, comme Sanofi, continuent à licencier si cela leur convient.

En outre, cette rallonge budgétaire peut dissimuler une subvention supplémentaire aux capitalistes si l'État prend en charge l'augmentation des salaires des soignants des cliniques privées et EHPAD à but lucratif.

Ensuite, le ministre de la santé semble écarter l'augmentation du salaire de base pour une « indemnité » recouvrant la plupart des primes actuelles. Elle serait liée à « l'évaluation professionnelle annuelle » (Projet d'accord relatif aux personnels non médicaux, 29 juin).

Enfin, cela laisse entière la question de la précarité massive (220 000 travailleurs hors statut), de la discrimination (les nombreux soignants étrangers moins payés pour économiser et diviser) et du manque de postes dans la santé publique. Au lieu de recruter, le gouvernement essaie de flexibiliser davantage en encourageant « les remplacements volontaires » (Projet d'accord relatif aux personnels non médicaux, 29 juin).

Cela confirme que la satisfaction des revendications ne peut résulter de l'imposture du « Ségur » organisé de A à Z par le gouvernement.

Dès que les travailleurs des hôpitaux publics ont commencé à manifester début mai, Macron a lancé une négociation jusqu'au 15 juillet, avec 300 personnes dont des dizaines de technocrates (qui ont appliqué l'austérité durant toute leur carrière) et les capitalistes de la santé (FHP), pour noyer les revendications des travailleurs. Elle oppose les médecins aux autres soignants. Elle est présidée par l'ancienne secrétaire générale de la CFDT, Notat, experte en collaboration de classe et maintenant dirigeante d'une société financière. Pourtant, tous les dirigeants syndicaux (CGT, FO, CFDT, SUD...) ont cautionné la manœuvre.

Notre participation au Comité national Ségur, nous l'envisageons dans le cadre d'un rapport de forces...
(Fédération SUD, 25 mai)

La CGT portera les propositions et les revendications des personnels dans ce Ségur de la Santé. (Fédération CGT, 25 mai)

Le fait que ça démarre vite est plutôt un bon signal.
(Veyrier, secrétaire général FO, 22 mai)

Preuve que le Ségur est une imposture, la fédération SUD s'est retirée le 2 juin. L'État n'est pas « un partenaire » à qui il faudrait faire « des propositions », c'est un adversaire qui a sciemment, méthodiquement attaqué les soignants, démantelé la santé publique et la branche maladie de la sécurité sociale au profit des groupes capitalistes. D'ailleurs, il tente toujours d'intimider les travailleurs de la santé : menace de sanctions au centre hospitalier du Rouvray, pression policière sur les manifestations, arrestation lors de la manifestation du 16 juin...

Les luttes service par service, centre hospitalier par centre hospitalier ne peuvent arracher l'ensemble des revendications nationales. Les « journées d'action » à répétition (16 juin, 30 juin, 14 juillet...) décrétées par les chefs syndicaux ont toujours conduit à l'échec. Elles servent d'alibi à la collaboration avec le gouvernement.

Dans les syndicats, il faut lever l'étendard de la lutte de classes et de l'unité sur cette base, exiger que les responsables fédéraux boycottent le Ségur. Dans chaque lieu de travail, il faut se réunir, élire des délégués pour nous coordonner à l'échelle locale et les centraliser à l'échelle nationale pour fixer les revendications et l'action.

Augmentation de 300 euros du salaire de base de tous ! Un salaire correct pour les médecins internes et les élèves infirmiers ! Égalité de salaire et de carrière pour les soignants étrangers ! Titularisation des travailleurs précaires !

Ouverture des lits et réouverture des services nécessaires ! Baisse du temps de travail, paiement des heures supplémentaires dues ou congés de RTT ! Recrutement à la mesure des besoins !

Gratuité des soins pour tous les travailleurs et leurs familles ! Expropriation des réseaux de cliniques privées et des maisons de retraite à but lucratif, des groupes pharmaceutiques ou des équipements médicaux !

29 juin 2020

